



Un partenariat mondial



Bayern



Oberösterreich



Québec



São Paulo



Shandong



Western Cape

**POLITIQUE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES  
UN AVENIR INSCRIT DANS LA DURÉE  
RÉSULTANT D'UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE**

**Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires  
de Bavière (République fédérale d'Allemagne),  
de Haute-Autriche (République d'Autriche),  
du Québec (Canada),  
de São Paulo (République fédérative du Brésil),  
du Shandong (République populaire de Chine) et  
du Cap occidental (République sud-africaine)  
à Linz, en Haute-Autriche,  
les 11 et 12 juillet 2006**

**DÉCLARATION FINALE**

Version du 11 juillet 2006

./.

Les 11 et 12 juillet 2006, le ministre-président de la Bavière, le premier ministre du Québec, le secrétaire d'État à l'Environnement au nom du gouverneur de São Paulo, le gouverneur de la province de Shandong, le premier ministre du Cap occidental et le ministre-président de la Haute-Autriche se sont réunis, à Linz, dans le cadre de la Troisième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires.

Les chefs de gouvernement des Régions ont constaté que leur coopération, entreprise à Munich en 2002 et poursuivie à Québec en 2004, s'était accrue encore davantage. Les chefs de gouvernement des Régions ont approuvé l'adhésion de l'État de São Paulo et accueilli les représentants de l'État de São Paulo qui ont manifesté leur volonté de coopérer avec tous les partenaires.

À la suggestion de M. Pühringer, ministre-président de la Haute-Autriche, les chefs de gouvernement des Régions ont décidé que la Troisième Conférence aurait pour thème « Politique pour les générations futures : Un avenir inscrit dans la durée résultant d'une responsabilité collective ». Ils ont également convenu d'examiner notamment les sujets suivants :

- les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique;
- l'éducation et la jeunesse.

Les chefs de gouvernement des Régions étaient conscients que leurs échanges et leur coopération devaient être envisagés dans la perspective de la concurrence internationale dans un monde qui évolue rapidement. Ils ont rappelé la nécessité de mettre en valeur l'identité culturelle des Régions et de jeter les fondations du dialogue et de la collaboration sur le plan international. Les chefs de gouvernement des Régions considèrent la coopération résultant de cette Conférence comme une contribution à la bonne entente entre les cultures, au développement, à la paix et à la sécurité dans le monde.

## **Bilan de la coopération depuis la Deuxième Conférence**

Le premier ministre du Québec, hôte de la Deuxième Conférence, a rappelé les principes directeurs des travaux de la Conférence de 2004. Il a indiqué que, entre autres choses, les chefs de gouvernement avaient reconnu que l'innovation contribuait de plus en plus à soutenir les progrès sociaux et économiques et qu'il était profitable pour tous de faciliter les échanges entre les chercheurs et les spécialistes de chaque Région partenaire. Il a ajouté qu'ils avaient également réitéré l'expression de leur volonté de favoriser la bonne entente entre les peuples de différentes régions du monde et qu'ils avaient insisté sur le fait que les jeunes jouaient un rôle décisif dans le rapprochement des nations et contribuaient au changement et au renouvellement social.

La description des activités mises en œuvre par les États membres de la Conférence, présentée par le premier ministre du Québec, indique que les Régions partenaires ont accru leur coopération multilatérale, conformément aux thèmes énoncés dans la Déclaration de 2004. La Conférence de Québec a également fourni l'occasion aux États membres de nouer des relations bilatérales dans des domaines qui intéressent leurs populations respectives, selon le principe fondateur de la Conférence, « Ton partenaire est mon partenaire ».

Plus d'une trentaine d'activités de coopération ont été mises en œuvre entre décembre 2004 et juin 2006, et près de la moitié de ces activités ont été réalisées de façon multilatérale dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de la technologie, de la jeunesse et de l'éducation. Les secteurs de l'énergie et de l'environnement, de la justice et de la santé ont également été ciblés par la coopération bilatérale.

Au cours de cette période de 18 mois, une vingtaine d'entretiens et de rencontres, portant sur des sujets relatifs aux thèmes de la Conférence, ont eu lieu entre les

ministres-présidents, les gouverneurs, les premiers ministres et les ministres des Régions partenaires.

Le premier ministre du Québec a également indiqué que les Régions partenaires devraient approfondir et consolider leurs activités de coopération multilatérale. Il s'est réjoui de l'engagement de São Paulo de participer aux actions de coopération sous l'égide de la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires.

Les chefs de gouvernement des Régions ont accepté le rapport du premier ministre du Québec et ont convenu que l'échange d'idées entre les chefs de gouvernement des Régions doit mener à une coopération de plus en plus concrète entre celles-ci.

## **Échange d'idées politiques entre les gouvernements**

Les chefs de gouvernement des Régions ont partagé les récentes politiques adoptées par leurs régions respectives.

Le ministre-président de la Haute-Autriche a fait part d'initiatives de la Haute-Autriche concernant l'équité, la paix et le développement durable dans le monde, et ce, dans le contexte du « Plan Marshall global », dont l'objectif est de lutter contre la pauvreté et l'injustice ainsi que d'encourager la protection environnementale, le développement durable et une économie de marché éco-sociale à l'échelle mondiale qui créerait de la prospérité pour tous.

Le ministre-président de la Bavière a fait le point sur les réformes du fédéralisme en Allemagne, dont il a eu l'initiative. Ces réformes apporteront plus de transparence à l'élaboration de politiques et à l'adoption de lois et rendra les gouvernements et les parlements plus responsables, à la fois au niveau de l'État et de la fédération.

Le premier ministre du Québec a présenté la nouvelle politique internationale du Québec qui, tout en respectant la politique extérieure du Canada, vise à accroître la présence du Québec sur la scène internationale. Cette nouvelle politique réaffirme le droit du Québec d'entreprendre des initiatives internationales indépendantes reflétant les valeurs qui ont façonné l'identité du Québec et visant à assurer que des décisions prises ailleurs ne limitent pas la capacité de la société québécoise d'évoluer conformément à sa propre culture et de suivre sa propre voie.

Les représentants de l'État de São Paulo ont exprimé l'idée que, dans un monde global et complexe, la coopération entre les régions est essentielle à l'obtention de résultats directs et concrets dans l'optique d'accroître le développement économique et social. Ils ont insisté sur le rôle que les régions peuvent tenir en ce qui concerne le renforcement de la coopération internationale dans les domaines de la science et de la technologie, de l'éducation, des parcs technologiques, de l'environnement, des partenariats commerciaux et économiques, tout en intégrant le milieu des affaires. L'État de São Paulo convie les régions-partenaires à une conférence sur le fédéralisme en décembre 2006.

Le gouverneur de la province de Shandong a présenté la politique de développement de sa province. La nouvelle approche veut placer l'être humain au centre des efforts de restructuration économique permettant une croissance basée sur le développement durable, équilibré et global et l'émergence d'une société économe de ses ressources et respectueuse de son environnement.

Le premier ministre du Cap occidental a présenté aux participants les défis complexes auxquelles sa province doit faire face. Ceux-ci concernent avant tout la nécessité, pour les régions et États fédérés, de miser sur leurs avantages compétitifs dans le contexte de la mondialisation et d'assurer la cohésion sociale de leurs diverses communautés. À cet égard, le concept « *A Home for All* » (Une maison pour tous) constitue un appel à l'inclusion, au multiculturalisme et à la tolérance. Afin de préparer notre avenir de manière responsable, on devra porter

toute l'attention requise aux défis environnementaux tels que les énergies renouvelables et les changements climatiques, tout comme à un développement économique équitable aux niveaux global et local. Des investissements dans la jeunesse, au moyen de programmes éducatifs, sociaux et économiques pertinents permettant de prévenir la marginalisation et d'assurer une inclusion sociale pleine et entière, sont sous-jacents à l'atteinte de ces objectifs.

Les chefs de gouvernement accueillent favorablement la Déclaration de l'Unesco relative à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005. Ils félicitent le Québec de son action dans ce dossier et souhaitent sa ratification rapide par les instances appropriées des États membres. Ils réaffirment leur volonté de promouvoir l'identité et l'expression culturelles des régions partenaires à la base de leur coopération mutuelle.

Divers documents ont été échangés sur chacun des sujets et les chefs de gouvernement des Régions ont convenu de se tenir au courant mutuellement du progrès des initiatives entre les Conférences.

### **Énergies renouvelables et efficacité énergétique**

Les chefs de gouvernement des Régions ont souligné l'importance d'un approvisionnement énergétique sûr, durable et à un prix abordable pour le développement économique de leurs régions respectives. Ils ont rappelé que l'innovation continue en matière d'efficacité énergétique était essentielle à l'amélioration de la concurrence et à la qualité de l'environnement. Ils ont fait ressortir l'importance de la diversification des sources d'énergie afin de garantir l'approvisionnement énergétique aux niveaux local et régional. Ils ont insisté sur le développement des énergies renouvelables sous toutes les formes disponibles dans chaque Région et sur la promotion de l'accessibilité pour tous les pays de technologies plus propres qui préservent l'équilibre climatique. Ils ont mentionné l'évolution actuelle des marchés mondiaux et l'importance stratégique croissante

de la politique énergétique dans les relations internationales. Ils ont reconnu que la prise en charge du développement économique régional exigeait une politique énergétique active de la part de tous les gouvernements concernés, en collaboration avec les ordres de gouvernement nationaux et internationaux.

Au cours de leurs entretiens, ils ont échangé des idées sur diverses stratégies d'approvisionnement énergétique dans les Régions et ont examiné les possibilités pour les Régions représentées d'influencer la politique énergétique nationale et internationale.

Le ministre-président de la Haute-Autriche a affirmé que l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelable et la sécurité de l'approvisionnement – conjointement avec une dépendance décroissante envers l'importation – constituent les piliers de l'ambitieuse politique énergétique de la Haute-Autriche : l'efficacité énergétique sera accrue de 1 pour cent par année jusqu'en 2010 et de 1,5 pour cent dans le secteur public; la part de l'énergie tirée de la biomasse et de l'énergie solaire doublera, et 10 PJ d'énergies renouvelables supplémentaires seront produites. Grâce à son programme d'efficacité énergétique, à ses 773 000 m<sup>2</sup> de centrales thermiques solaires, à l'Association d'économie d'énergie (*Energiesparverband*) de Haute-Autriche et au Groupe d'éco-énergie (*Öko-Energiecluster*) qui compte 142 entreprises associées, à son initiative de développement dans le domaine de l'éco-énergie ainsi qu'à son efficacité énergétique accrue, la Haute-Autriche se classe parmi les régions les plus novatrices au point de vue énergétique en Europe.

Le ministre-président de la Bavière a indiqué que, pour l'Allemagne, seule une combinaison juste de différentes formes d'énergie pourrait assurer la sécurité d'approvisionnement à long terme. En Europe, la concurrence énergétique doit s'intensifier dans l'intérêt des consommateurs. En ce qui concerne le développement des énergies régénératives, il a fallu donner une impulsion à la capacité d'innovation de l'industrie dans les régions afin de mettre au point le plus rapidement possible des solutions complémentaires, efficaces et réalisables aux

formes d'énergie actuelles. Les efforts doivent porter prioritairement sur la production plus efficace et la consommation plus économique de l'énergie étant donné la dépendance à long terme à l'égard des formes d'énergie traditionnelles.

Le premier ministre du Québec a souligné la nécessité d'une meilleure utilisation de l'énergie en employant judicieusement chaque forme d'énergie, d'un ajustement de certaines méthodes et d'une amélioration de l'équipement technique. Il ne s'agit pas uniquement d'une question commerciale, mais également d'une question de responsabilité globale pour l'environnement. Dans la région où il se situe, l'Amérique du Nord-Est, le Québec est un chef de file en matière d'énergie renouvelable, surtout en ce qui concerne l'hydroélectricité et l'énergie éolienne. Près de cinquante pour cent de sa consommation énergétique finale provient de ressources renouvelables. Trente-sept pour cent de sa consommation énergétique finale provient de l'hydroélectricité. Ce statut privilégié dont jouit le Québec à titre de chef de file des producteurs d'énergie propre et renouvelable ne le libère cependant pas de l'obligation de réaliser un effort concerté en ce qui a trait aux besoins futurs. Le Québec demeure un ardent défenseur du Protocole de Kyoto et de ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

Le gouverneur de São Paulo a rappelé les résultats du Sommet mondial sur le développement durable, tenu en 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Un des points centraux de cette conférence était l'énergie renouvelable. Le Brésil a profité de l'occasion pour présenter l'Initiative énergétique brésilienne, proposée par le professeur José Goldemberg, secrétaire d'État à l'Environnement de São Paulo. Ce Sommet a reconnu l'importance du respect des objectifs et des calendriers. Dans cette optique, São Paulo invite les Régions partenaires à établir un inventaire commun de leurs ressources énergétiques et à viser ensemble un élargissement significatif de la part réservée à l'énergie renouvelable, pour faire suite aux recommandations du Sommet.

Le gouverneur de la province de Shandong a évoqué le Onzième Plan quinquennal pour le développement national économique et social de la Chine, qui a, dans ses grandes lignes, fait de la conservation des ressources la politique fondamentale du pays, visant à développer une économie circulaire, à protéger l'environnement écologique, à accélérer l'organisation d'une société qui conserve ses ressources et qui protège l'environnement, ainsi qu'à promouvoir le développement coordonné de l'économie, de la société, de la population, des ressources et de l'environnement. Le Shandong a bien précisé dans son Onzième Plan quinquennal pour le développement national économique et social son objectif de réduire sa consommation énergétique de 22 pour cent par unité de PIB, d'ici 2010.

Le gouverneur du Cap occidental a souligné que les politiques nécessaires à la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique sont en cours d'élaboration. Les récentes pannes électriques ont fait apparaître une fenêtre d'opportunités pour explorer des sources alternatives telle que l'énergie éolienne, solaire et marée-motrice permettant de diversifier les sources d'énergie dans sa province. Le premier ministre est conscient du potentiel économique des énergies renouvelables, notamment la création d'emplois, qui sont nécessaires à la réduction de la pollution et du changement climatique. L'ensemble des programmes et des politiques du Cap occidental devrait viser à établir un cadre institutionnel plus cohérent en matière énergétique, par exemple au moyen de subventions et de tarifs incitatifs.

Les chefs de gouvernement des Régions ont convenu de faire preuve de leadership en favorisant l'innovation en matière de production et d'utilisation de l'énergie ainsi que les nouvelles technologies plus propres qui préservent l'équilibre climatique. Ils ont convenu de multiplier les échanges en matière de développement et d'utilisation de technologies pour la production, le transport et la distribution d'énergies renouvelables, ainsi que pour l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'avenir. Ils encouragent les organismes responsables des

Régions à collaborer plus étroitement dans le cadre des réseaux internationaux actuels sur l'énergie

- afin de partager et d'échanger les stratégies et les connaissances sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique;
- afin d'élaborer des plans d'action sur cette base et, surtout, de promouvoir la collaboration en matière d'industrie et de technologie

en vue de rendre les régions plus concurrentielles sur la scène internationale, de fournir à leurs citoyens et à leurs entreprises un approvisionnement énergétique sûr et à prix abordable, ce qui demeurera crucial dans le contexte mondial du prix élevé du pétrole.

La consommation énergétique mondiale actuelle n'est pas conforme aux principes d'un système de développement durable et repose largement sur les combustibles fossiles, le pétrole, le charbon et le gaz naturel. La liberté d'action des générations à venir se voit restreinte et le principe fondamental de l'équité intergénérationnelle se voit enfreint, en raison surtout de l'exploitation rapide de réserves limitées d'énergie fossile et de l'émission de gaz à effet de serre qui en découle. Les chefs de gouvernement des Régions ont convenu de lancer un plan d'action portant sur l'amélioration à court et à long terme de l'utilisation énergétique et sur la mise au point de nouvelles technologies.

Des représentants des Régions partenaires prendront part à l'édition 2007 des Journées mondiales de l'énergie durable, qui se tiendront à Wels, du 28 février au 2 mars 2007, et se rendront à cette occasion à Straubing, en Bavière, pour une réunion d'experts. Ils pourront visiter le Centre d'excellence pour les matières premières renouvelables et des entreprises ainsi que prendre connaissance de projets dans ce domaine.

En outre, les chefs de gouvernement des Régions se sont entendus sur les projets communs suivants :

- Édition 2007 du prix *Energy Globe* : Les Régions partenaires encourageront la soumission de projets à l'édition 2007 du prix *Energy Globe*, actuellement le plus important prix environnemental. Ce prix joue le rôle de multiplicateur face au plus grand défi de l'avenir. L'*Energy Globe* est décerné dans les catégories « terre », « feu », « eau », « air » et « jeunesse ».
- Énergie 21 – Externaliser la production énergétique : Les Régions partenaires échangeront des idées et de l'information sur des façons novatrices de financer les projets d'énergie renouvelable.
- Afin de sensibiliser le grand public au thème des énergies renouvelables, les régions partenaires sont invitées à soumettre des photos en vue d'une exposition sur le thème de « L'énergie renouvelable – L'ÉNERGIE du SOLEIL », qui sera présentée dans plusieurs pays.

Le 5 décembre 2005, le ministère des Ressources naturelles du Québec et le ministère de l'Environnement de la Bavière ont convenu à Montréal de coopérer plus étroitement en ce qui concerne le biocombustible et la protection du climat. À l'occasion de la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires, la Haute-Autriche et São Paulo ont joint la déclaration conjointe à cet égard. Les questions examinées seront mises en commun par les Régions partenaires.

## **L'éducation et la jeunesse**

Les chefs de gouvernement des Régions ont poursuivi les échanges sur l'éducation qu'ils avaient entrepris à Québec.

Ils ont insisté sur le fait que, dans le contexte de la concurrence internationale, les sociétés qui seront en mesure de reconnaître l'innovation et de réagir par des

contacts internationaux, incluant des comparaisons, seront avantagées dans l'avenir.

La province de Shandong a évoqué sa stratégie visant à « stimuler le Shandong par la science et l'éducation » et a insisté sur le fait que le développement social et économique ne peut se réaliser sans le progrès scientifique et technologique et l'amélioration générale de la compétence de la main d'oeuvre.

Le gouvernement de São Paulo a traité de son objectif d'assurer l'égalité des chances en matière d'éducation pour tous les citoyens de l'État. Il a également décrit son vaste système d'éducation publique ainsi que les activités de ses trois universités d'État, qui comptent parmi les meilleures d'Amérique latine. L'État accorde également beaucoup d'importance, en vue de favoriser l'inclusion sociale, à l'expansion de l'éducation technique et technologique pour remplacer à moindre coût le cheminement scolaire classique. Les représentants de São Paulo ont attiré l'attention sur le fait que cette politique avait permis l'intégration réussie des jeunes au marché du travail. Ils ont ajouté qu'à cet égard, l'État aimerait examiner les possibilités de coopération avec d'autres Régions partenaires.

Le gouvernement du Cap occidental réalise que l'éducation et la sensibilisation du public sont extrêmement importantes pour entraîner les changements de comportement et de mode de vie permettant de gérer l'environnement de manière plus responsable et de développer les habilités et les technologies relatives aux questions environnementales.

Les chefs de gouvernement des Régions ont convenu de faciliter l'échange d'étudiants et de jeunes adultes en formation entre les Régions, leur permettant ainsi de connaître les normes internationales à travers des échanges internationaux avec les Régions partenaires et d'aiguiser leur sensibilité à travers le vécu pratique de la concurrence et de la coopération internationales.

Les chefs de gouvernement des Régions, à l'initiative du premier ministre du Québec, se sont mis d'accord pour trouver des façons de coopérer en ce qui a trait aux points suivants concernant l'éducation :

- la création d'un réseau de chercheurs appartenant à au moins trois Régions pour dresser l'ébauche d'une analyse comparative des systèmes d'éducation et d'une liste des meilleures pratiques;
- la mise sur pied d'un programme d'échange pour les enseignants et d'un programme de formation pour les assistants en langues;
- la mise sur pied d'un programme visant à soutenir la cotutelle de thèses de doctorat et les études postdoctorales dans des domaines scientifiques définis par les partenaires.

Les chefs de gouvernement des Régions ont convenu des activités communes suivantes :

- Les gouvernements partageront leurs idées pour l'amélioration des cheminements éducatifs et professionnels des élèves, des étudiants et des jeunes fonctionnaires.
- De jeunes cadres de l'administration publique des Régions partenaires assisteront au prochain cours de gestion administrative qui sera donné en Bavière, en janvier 2007.
- Des élèves de 16 à 18 ans des Régions partenaires, qui se montrent spécialement doués pour les mathématiques et les sciences, la littérature ou les arts, assisteront à une session d'été de l'Académie juvénile de Bavière en juillet 2007.
- Les organisations de jeunes pourront coopérer par l'intermédiaire d'un réseau d'échange entre jeunes et feront la promotion des possibilités d'échange entre les Régions partenaires dans le cadre de leurs activités de relations publiques.
- Les Régions partenaires encouragent l'organisation étudiante internationale AIESEC à faire la promotion d'une coopération plus étroite entre les comités locaux actuels des universités des Régions partenaires. Elles ont accueilli

favorablement la participation d'étudiants provenant des Régions partenaires à un atelier sur l'énergie réunissant des étudiants internationaux, qui se tiendra en Bavière, en juillet 2006, et qui est organisé par le comité local de Munich.

- Afin de favoriser la communication entre les jeunes des Régions partenaires, la Haute-Autriche permettra de consulter le centre jeunesse virtuel [www.cyberjuz.at/regions/index.php](http://www.cyberjuz.at/regions/index.php).
- Des jeunes cadres se réuniront à l'occasion d'un atelier d'affaires dont le thème sera « La responsabilité sociale de l'entreprise » et qui aura lieu en Haute-Autriche en 2007.
- Des jeunes artistes des Régions partenaires participeront au festival artistique *Pflasterspektakel*, qui se tiendra en juillet 2007, en Haute-Autriche.
- Newsweek : Des jeunes journalistes des Régions partenaires se rencontreront dans le cadre d'un atelier sur les médias en Haute-Autriche, au printemps 2008.
- La coupe de la Haute-Autriche : la Haute-Autriche invite les Régions partenaires à participer au tournoi international de soccer pour les jeunes, qui aura lieu à Wels, en juillet 2007.

### **Quatrième Conférence en 2008**

Les chefs de gouvernement des Régions ont remercié le gouverneur de la province de Shandong de les avoir invités à Jinan, dans la province de Shandong, pour la Quatrième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires en août 2008, et ils ont accepté cette invitation. Ils ont adopté la proposition de faire porter cette Conférence sur les thèmes suivants : la conservation des ressources dans nos sociétés, la santé publique (recherche médicale, technologies, infrastructures, financement, pédiatrie et pandémies). Ils ont également convenu d'inviter l'État de la Floride à se joindre à la Conférence à titre de Région partenaire et d'inviter le gouverneur de la Floride à assister à la Conférence de 2008.

Signée à Linz, en Haute-Autriche, le 12 juillet 2006, en langue allemande, anglaise, chinoise, française et portugaise, les cinq textes faisant également foi.

Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière

---

Jean Charest, premier ministre du Québec

---

José Goldemberg, secrétaire d'État à l'Environnement de São Paulo

---

Han Yuqun, gouverneur de la province de Shandong

---

Ebrahim Rasool, premier ministre du Cap occidental

---

Josef Pühringer, ministre-président de la Haute-Autriche

---